

L'Europe du Sud-Est à la croisée des chemins

Ioannis Armakolas*

En octobre 2010 la Serbie a marqué le 10e anniversaire de la chute de Milosevic.¹ Prenant la parole à Belgrade lors d'une manifestation organisée à cette occasion, le Président Boris Tadić a souligné les réalisations de la Serbie, jadis un pays paria dans la région, notamment les progrès réalisés dans son processus d'adhésion à l'Union européenne (UE).² Mais c'était plus l'indifférence et l'absence de tout entrain à la fête par le grand public qui ont donné le ton de cet anniversaire. L'indifférence envers l'anniversaire de cet important événement reflète d'une certaine façon la situation qui prévaut en Europe post-communiste du Sud-Est. En Serbie, comme dans le reste de la région, prédominent la déception et le pessimisme quant à l'avenir. Bien que les élites et les gens ne sont pas bien sûr nostalgiques des années traumatisantes de 1990, les difficultés actuelles des Balkans occidentaux et les défis à venir ne permettent pas de points de vue trop optimistes non plus.³

Certes, les Balkans occidentaux ont fait des progrès ces dernières années. En Serbie, après l'événement dramatique de la chute de Milosevic, des progrès ont été accomplis afin de démanteler son régime et procéder à la démocratisation et au développement du pays. Mais il y eu des obstacles et des pas en arrière, comme l'assassinat du Premier ministre réformiste Zoran Djindjic en mars 2003. La région a connu certains événements potentiellement déstabilisateurs, comme l'arrestation et le transfert au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de Slobodan Milosevic et Radovan Karadzic, l'assassinat de Zoran Djindjic, ou la déclaration d'indépendance du Kosovo, qui a provoqué peu ou pas incidents violents. La question des droits de l'homme et des minorités de la région s'est sensiblement améliorée. Des programmes de retour vastes et relativement efficaces ont été mis en œuvre dans les pays de

* Université de Macédoine. Il est actuellement également le directeur de recherche de l'Équipe de travail *Etats-Unis-Grèce: Transformer les Balkans*, un projet conjoint du Centre hellénique d'études européennes (Athènes) et du Center for Strategic and International Studies (Washington DC).

l'ex-Yougoslavie. La coopération des pays des Balkans occidentaux avec le TPIY est généralement satisfaisante, à l'exception notable du cas des deux derniers fugitifs, Ratko Mladić et Goran Hadžić. Les cycles électoraux se poursuivent dans tous les pays des Balkans occidentaux avec très peu de difficultés. La vie partisane est dynamique et la concurrence politique féroce crée souvent des problèmes d'instabilité politique, comme ce fut récemment le cas en Albanie et en Bosnie. Mais en fait ceux-ci sont rarement hors d'un complet contrôle.⁴ En règle générale, des progrès ont été accomplis s'agissant des problèmes graves dans tous les domaines auxquels la région a été confrontée dans le passé.

Surtout, les pays de la région ont réalisé d'importants progrès en vue de leur intégration dans des organisations occidentales. L'Albanie et la Croatie ont adhéré à l'OTAN en 2009, quelques années après la Slovénie. La Roumanie et la Bulgarie font partie à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN. La Croatie - c'est certain- sera bientôt le premier pays des Balkans occidentaux à adhérer à l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) est officiellement un pays candidat. Les autres pays des Balkans occidentaux, actuellement «candidats potentiels», aspirent à atteindre le même statut dans un avenir pas trop lointain.⁵ Les espoirs des Balkans occidentaux sont fondés sur la vision et une stratégie européenne d'intégrer la région dans l'UE; une vision qui a été codifiée dans l'Agenda de Thessalonique pour les Balkans occidentaux de juin 2003.⁶

Mais des défis importants demeurent. Parmi les principaux défis il y a certainement des problèmes politiques persistants et la question des minorités dans la région, qui seront analysés brièvement ci-dessous. Mais il serait trompeur d'isoler les questions politiques et celles des minorités comme étant les seuls ou même les principaux défis à relever. Ces dernières années, les organisations internationales et groupes de réflexion ont mis en lumière l'omniprésence et la persistance des problèmes hérités de la transition turbulente vers la démocratie et l'économie de marché en Europe du Sud-Est d'aujourd'hui. Par exemple, un rapport récent sur la politique de menaces non conventionnelles du *Groupe de travail États Unis-Grèce: Transformer les Balkans* a identifié une série de problèmes importants qui entravent les perspectives de l'intégration européenne et euro atlantique de la région.⁷ La lutte contre les menaces comme le crime organisé et la corruption est devenue une priorité dans la stratégie de l'Occident pour réformer les Balkans et les intégrer dans les institutions occidentales. Cette stratégie a été couplée avec d'importants investissements en capital politique et en financement canalisé vers le soutien

économique et des programmes d'orientation technique, ainsi que dans la réalisation des initiatives régionales et bilatérales. Mais le rapport constate que la récupération des maux des deux dernières décennies «a été lente et les initiatives ont donné des résultats variables... tandis que l'engagement politique a pris du retard dans de nombreux pays».⁸ On peut signaler dans les zones problématiques des menaces latentes comme la corruption, l'héritage des services de sécurité communistes, la traite des êtres humains, le trafic de drogues, le commerce illicite de biens volés et juridiques, le trafic d'armes, l'immigration clandestine, le radicalisme islamiste, et la guerre du cyber -espace. Dans tous ces domaines, malgré les progrès, les principaux problèmes et défis pour l'avenir demeurent. La communauté internationale peut aider les pays des Balkans occidentaux dans la lutte contre ces menaces non conventionnelles en s'appuyant sur le succès du processus d'intégration de l'UE dans la région et des initiatives régionales de coopération interétatique dans le domaine.⁹

Il y a aussi d'importants défis s'agissant des questions relatives à la sécurité humaine, qui ont la particularité d'avoir des répercussions directes sur la vie des gens ordinaires bien plus que toute autre question de haute politique ou de sécurité traditionnelle. Par exemple, le déplacement de milliers de personnes et leur retour dans leurs anciens foyers sont un héritage durable des conflits des années 1990. Les problèmes qui doivent être abordés par les décideurs politiques nationaux et la communauté internationale continuent à exister malgré les efforts énergiques et l'énorme investissement en capital politique et en argent réalisés dans le passé. D'autres problèmes sont la discrimination et le non respect des droits humains qui persistent dans certaines régions du sud-est de l'Europe malgré les progrès que les pays de la région ont fait depuis les années 1990. Surtout, la plupart des efforts dans le passé ont été dirigés vers les questions ethniques et celles des minorités qui menaçaient la stabilité des Etats, la région ou la protection des groupes vulnérables touchés par les conflits, tels que les réfugiés et les personnes déplacées, les rapatriés et autres. Mais il est récemment devenu plus évident qu'une plus grande attention doit être accordée aux groupes qui ont été victimes de discrimination, mais n'ont pas été généralement jugés prioritaires par les élites nationales et la communauté internationale. Par exemple, le problème de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre est devenue plus évidente ces dernières années en raison de la violence anti-gay à Belgrade et à Sarajevo.¹⁰ De même, l'extrême pauvreté et la discrimination des lois et des pratiques auxquelles font face les Roms dans les Balkans occidentaux constituent un autre domaine dans lequel plus de ressources et d'énergie doivent être investis.

Les pays des Balkans occidentaux sont également à la traîne dans la lutte relative aux problèmes dans les domaines de la sécurité humaine, comme la réduction de la pauvreté, la sécurité sanitaire et la sécurité environnementale.¹¹

Enfin, la croissance de la région, tous les domaines de la politique publique ainsi que la stabilité générale de la région des Balkans occidentaux, peuvent être potentiellement affectés par une combinaison de la récession mondiale et les effets de contagion de la crise grecque. Certaines analyses sur les effets de la crise existent.¹² Mais une analyse plus approfondie sera nécessaire sur les effets de la crise grecque, qui n'a commencé pour de bon que cette année. Les effets de cette crise seront probablement ressentis beaucoup plus dans les pays des Balkans occidentaux qui sont liés à l'économie grecque par les travailleurs permanents et saisonniers, le recours à des envois de fonds, le commerce et les investissements grecs.¹³

Dans tous ces problèmes, en plus des questions politiques qui seront traitées ci-dessous, il y a le rôle de l'Union européenne et la perspective euro-atlantique des nations des Balkans occidentaux, qui demeurent indispensables. L'Union européenne de façon systématique a utilisé l'outil de la conditionnalité pour la promotion de l'agenda des réformes et l'adoption de *l'acquis communautaire*.¹⁴ Tous les États des Balkans occidentaux et leurs élites, parfois de façon heureuse, parfois à contrecœur, ont adopté de nombreuses réformes essentielles. En conséquence, ont été mis en œuvre d'importants changements nécessaires pour annuler l'influence catastrophique des années 1990 et aider les régimes politiques des Balkans à créer des États modernes. Et les États des Balkans occidentaux d'une manière ou d'une autre ont progressé sur le chemin de l'adhésion à l'UE. Mais la fatigue de l'élargissement, qui est manifeste chez les élites et les sociétés européennes, menace de décevoir ce processus. Pendant des années, les principaux obstacles à la réalisation des «promesses de Thessalonique» ont été les grands problèmes auxquels faisaient face les États des Balkans, les politiques des élites nationales, et parfois l'attitude des sociétés balkaniques. Nous entrons maintenant dans une phase où la réticence des Européens eux-mêmes peuvent devenir un obstacle aussi difficile à surmonter que les problèmes des Balkans. Une grande partie de la désillusion ci-dessus mentionnée de la région est liée à des difficultés auxquelles se heurte le rêve d'adhésion européenne. Celui-ci est également dépendant des difficultés et de la lenteur des progrès dans la sécurisation des avantages tangibles à mi-chemin, comme le régime de libéralisation des visas.¹⁵

Enfin, le tableau des perspectives et des défis pour la stabilisation de la région ne peut pas être complet sans mentionner le rôle de l'Organisation du Traité de

l'Atlantique Nord (OTAN). L'élargissement de l'OTAN dans les Balkans occidentaux devrait être considéré comme complémentaire à l'adhésion à l'UE dans le cadre de la stratégie plus large de l'Occident pour la région. Le -relativement plus facile- processus d'adhésion de l'OTAN encourage les élites et les sociétés des Balkans à poursuivre la marche des réformes. Celui-ci constitue une étape importante à mi-chemin pour le long processus d'intégration dans les institutions occidentales. En outre, en étant une alliance défensive, l'OTAN peut fournir le confort de la sécurité qui fait défaut dans plusieurs pays des Balkans occidentaux. Pour cette raison, certains analystes estiment que l'élargissement accéléré de l'OTAN peut devenir le remède à court terme à l'instabilité et à la crise politique dans certains des pays troublés des Balkans aussi longtemps que l'adhésion de l'UE reste un rêve lointain.¹⁶ Néanmoins, l'élargissement de l'OTAN n'est pas sans poser des problèmes et des défis sérieux. Le soutien des élites et du public à l'adhésion de l'OTAN est, en général, inférieur à celui à l'élargissement de l'UE. Par exemple, au Monténégro les élites dirigeantes sont favorables à l'adhésion, mais la majorité de la population s'oppose à celle-ci. En Bosnie, la plupart des Serbes sont contre l'intégration à l'UE, mais la majorité des Croates et des Bosniaques y sont favorables. La même chose s'applique aux élites, avec les hommes politiques serbes de Bosnie officiellement favorisant l'adhésion à l'OTAN, mais ayant, en réalité, une attitude plus ambivalente. Puis il y a le problème épineux du passé et du délicat présent des relations entre l'OTAN et la Serbie. D'autres problèmes comprennent le sort de la défense, d'autres réformes nécessaires ainsi que le débat quant à savoir si celles-ci devraient être intangibles ou si l'Alliance aurait avantage à présenter plus de souplesse que l'UE en la matière. En outre il y a le danger d'introduire des nouvelles disputes au sein de l'Alliance en acceptant des pays qui sont en grande partie des consommateurs nets plutôt que des fournisseurs nets de la sécurité. Tous ces problèmes dessinent un contexte complexe sur la question de l'élargissement de l'OTAN dans les Balkans occidentaux à une période de grandes transformations de l'Alliance elle-même.¹⁷

Avant de présenter brièvement les articles de ce numéro spécial, il est nécessaire de se concentrer sur quelques-uns des défis politiques, qui non seulement restent graves, mais même montrent des signes d'une aggravation de plus en plus grande. La question du Kosovo et de la Bosnie demeure à un niveau élevé sur l'agenda international des problèmes des Balkans. Mais, comme nous le verrons, d'autres questions touchant aux relations inter-ethniques et aux rivalités politiques menacent de devenir de nouveaux points chauds dans les Balkans.

Kosovo

Pour le différend de longue date du Kosovo, le succès de Lady Catherine Ashton, le chef de la politique étrangère de l'UE, par la conclusion d'un accord pour le début des négociations entre Belgrade et Pristina a été une bonne nouvelle.¹⁸ Toutefois, on ne peut pas être trop optimiste sur le problème du statut du Kosovo qui semble être dans une impasse. Plus de deux ans et demi depuis la proclamation de son indépendance, les Albanais du Kosovo commencent à perdre leur patience et leur optimisme de célébration et à remettre en question la stratégie de leurs dirigeants. La pulsion que la cause du Kosovo était supposée recevoir par la décision favorable de la Cour internationale de justice (CIJ) semble avoir perdu d'intensité très rapidement. Seuls deux États ont reconnu le Kosovo depuis la décision de la CIJ en Juillet 2010.¹⁹ Le processus de reconnaissance est effectivement au point mort, avec le nombre actuel des États ayant reconnu le Kosovo s'élevant à 71 et seulement 9 d'entre eux au cours des 12 derniers mois. La plupart des États qui ont reconnu le Kosovo sont des pays occidentaux et ils comprennent la majorité des pays les plus puissants et prospères du monde. Mais cela n'est qu'une partie de l'histoire. La diplomatie naissante du Kosovo n'a pas réussi à convaincre les États que ce pays était moins sensible à l'influence occidentale. La campagne pour l'indépendance du Kosovo soutenue par l'Occident n'a pas réussi à convaincre les puissances mondiales émergentes du *BRIC*: Brésil, Russie, Inde et Chine. Le taux de reconnaissance est également très faible parmi les pays musulmans, le monde arabe ainsi que dans les pays du Sud. Les pays non-occidentaux semblent naturellement perturbés par l'indépendance du Kosovo et la décision de la CIJ qui a été bien accueillie par des mouvements sécessionnistes.²⁰ En général, un rapide coup d'oeil à la liste des États qui ont reconnu le Kosovo prouve aisément que l'indépendance du Kosovo est un projet presque entièrement pris en charge par les pays occidentaux, mais avec peu d'attrait au-delà. À l'heure actuelle, le Kosovo restera probablement pendant plusieurs années dans une «zone crépusculaire» de statut incertain.

En particulier, le fait important est que l'UE n'a pas une position unie sur la question.²¹ Dans l'UE, 22 des 27 États ont reconnu le Kosovo. Les autres pays - l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, la Slovaquie et Chypre - ne montrent aucun signe de se rapprocher d'une décision de reconnaissance, malgré les pressions exercées au sein de l'UE. Quatre de ces cinq États membres de l'UE se sont opposés à l'indépendance du Kosovo avec la participation active dans la procédure judiciaire à la CIJ.²² L'absence d'unité de l'UE sur la question complique la politique européenne au Kosovo. Mais plus importantes encore

sont les conséquences pour la stratégie occidentale dans la région. Cette stratégie pour la stabilisation et la normalisation des Balkans occidentaux a entraîné l'indépendance du Kosovo comme le moins problématique d'une série de scénarios difficiles. Savoir si la reconnaissance a été la bonne décision ou non, est un long débat qui ne peut pas être développé ici.²³ Mais puisque cette stratégie a été suivie, il est impossible de revenir à l'état antérieur à l'indépendance. Le problème du statut devra suivre son propre processus lent. Mais, sans un règlement de la question du statut du Kosovo, il est difficile de concevoir comment l'ensemble de la région pourra aller de l'avant.²⁴

Cependant, ceux qui sont opposés à la reconnaissance du Kosovo ont de solides arguments qu'il n'est pas possible d'ignorer. Ceux-ci touchent non seulement les questions juridiques et géopolitiques soulevées par la déclaration d'indépendance, mais aussi la gouvernance anémique interne au Kosovo. Les institutions du Kosovo restent particulièrement faibles, la protection des droits de l'homme et des minorités est problématique, et les liens entre la politique et les affaires informelles, voir louches, demeurent solides. Pour tous ces problèmes les élites du Kosovo, avec l'aide de la communauté internationale, doivent élaborer des politiques qui permettront de les surmonter avec une certaine créativité. Pour les tâches difficiles, elles doivent trouver des solutions qui sauront rassurer et apaiser les craintes de la minorité serbe sans s'aliéner les segments les plus impatients de la majorité albanaise du Kosovo. Dans le même temps leur effort doit convaincre les pays qui leur refusent la reconnaissance qu'ils la méritent. Ce doit être une grande tâche pour toute élite politique et encore plus pour un leadership politique immature comme celui du Kosovo. Comme on peut s'y attendre, les politiques kosovars font souvent plutôt obstacle à la solution des problèmes et à la création d'une image positive à l'étranger.²⁵

Inutile de dire, que le problème des Serbes du Kosovo demeure une énigme politique clé. Le « pari » de la diplomatie serbe d'aller devant la CIJ, n'a pas donné des résultats positifs mais l'effet secondaire a été de soulever les enjeux du problème de Kosovo dans la société serbe et par conséquent la question de poches serbes au Kosovo. Le choix serbe de la stratégie de lutte contre l'indépendance du Kosovo semblait à l'origine sage. Les élites serbes ont choisi, sous la direction du Président Boris Tadić de faire face à l'indépendance des Kosovars uniquement par des moyens diplomatiques. Mais le gouvernement serbe a été victime de sa propre stratégie d'un succès partiel. Il a manœuvré, grâce à une diplomatie de navette, pour éviter les reconnaissances et de renvoyer le problème à la CIJ. En outre, le ministre des Affaires étrangères serbe, Vuk

Jeremic et divers responsables serbes ont porté la question du Kosovo à un tel point qu'il était devenu difficile pour la Serbie de reculer. En dépit de la volte-face que certains pensent que le président Tadić pourrait faire sous la pression de la diplomatie européenne, il est hautement improbable qu'un gouvernement serbe puisse, à court terme, admettre sa défaite et choisisse de renoncer à la cause du Kosovo en échange d'une perspective européenne encore mal définie.

La situation au Kosovo est assez délicate. Il est clair que le problème des Serbes du Kosovo n'a jamais vraiment été un problème unidimensionnel. Trois problèmes liés mais bien distincts peuvent être identifiés: la présence serbe au nord du fleuve Ibar (nord du Kosovo), la présence serbe au sud, et le patrimoine religieux et culturel serbe. Pour les Serbes dans le sud les choses sont plus simples car il est plus ou moins apparent à tous les joueurs qu'ils ne peuvent pas maintenir les liens privilégiés avec la Serbie trop longtemps. De toute évidence, la principale raison de cette situation est le manque de continuité géographique avec le continent serbe, ce qui rend ces enclaves dépendantes des structures du nouvel État. On a assisté à la réalisation progressive de ce fait et des progrès dans le processus de ré-intégration de ces domaines au Kosovo. La représentation politique des Serbes de ces régions est progressivement de plus en plus confiante dans la lutte pour leurs droits au sein du nouvel Etat. La coopération avec la Mission au Kosovo de l'Union européenne (EULEX) pour l'application de la règle de droit est en progression. En outre, la société civile a joué un rôle actif dans l'étude du problème de la division et dans l'élaboration de solutions par les programmes de réinsertion.²⁶ Dans une certaine mesure également la situation de sécurité pour les non-Albanais s'est améliorée, ce qui, selon l'explication officielle de la communauté internationale, a permis une réduction du nombre des troupes de la KFOR. Ce qui manque clairement est toutefois un plus vif intérêt pour l'élaboration des politiques de la part des autorités de Pristina. Celles-ci semblent souvent plus préoccupées par la reconnaissance formelle de leur souveraineté sur l'ensemble de la province plutôt que de créer un environnement sûr pour la réintégration de leur société divisée.²⁷ Par conséquent, demeurent toujours les problèmes de la sécurité et le manque de moyens nécessaires à la réinsertion près de trois ans après la déclaration formelle d'indépendance et plus d'une décennie depuis le départ de l'armée serbe. Une incapacité ou un refus similaire pour créer un environnement plus sûr pour une ré-intégration harmonieuse se manifeste à l'égard du patrimoine serbe. Les élites albanaises se comportent souvent d'une manière qui révèle un manque de tolérance et de compréhension à l'égard du problème complexe du patrimoine serbe.

Comme on pouvait le prévoir, encore plus complexe est le problème du nord où des éléments radicaux de la population serbe locale, sont actifs. Cette zone fonctionne *de facto* comme une extension du territoire serbe et la population serbe locale continue à participer pleinement aux structures institutionnelles de la Serbie. Le gouvernement de Pristina n'a aucun contrôle efficace sur cette zone, alors même que la présence des institutions de la communauté internationale est à peine tolérée par les structures locales serbes. Par exemple, EULEX n'est que progressivement et non sans résistance en train d'y établir sa présence et son rôle. La situation dans le nord continue d'être perçue par les Albanais et les Serbes comme un jeu à somme nulle: ce que gagne une partie ou parvient à conserver est considéré par l'autre partie comme une perte inacceptable. La communauté internationale n'a pas non plus une stratégie claire. Il y a quelques mois des espoirs avaient été placés dans le plan mal conçu, «Stratégie pour le Nord». Après la forte résistance rencontrée par les Serbes locaux, ce plan semble être maintenant dans les limbes. Ainsi, la situation est susceptible de rester dans une impasse sans signes évidents d'amélioration, mais aussi sans une grave escalade des tensions. Une telle escalade est toutefois concevable si l'EULEX tente d'étendre de force, de facto, la portée des institutions de l'Etat du Kosovo au nord, ou si des éléments albanais plus radicaux, frustrés par l'impasse, gagnent du terrain de façon significative dans cette partie du pays.

Tous ces défis du Kosovo se compliquent par le manque de leadership inspiré et par un système politique immature qui ne semble pas capable de diriger en toute confiance le nouvel Etat. La dernière des bourdes politiques qui compliquent les progrès au Kosovo est la récente crise politique à Pristina. Tout a commencé lorsque la Cour constitutionnelle du Kosovo a jugé que le président Fatmir Sejdiu a violé la Constitution en tenant à la fois la présidence du pays et celle de son parti, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).²⁸ Sejdiu, un professeur de droit, s'est ainsi trouvé dans la fâcheuse position de violer, en tant que président, la première Constitution après la déclaration d'indépendance du pays; ce qui n'est sûrement pas un honneur auquel on peut aspirer. L'affaire a été portée devant les tribunaux par des membres du Parlement dirigé par les politiciens du Parti démocrate du Kosovo (PDK), partenaire de la coalition gouvernementale de LDK. Certes, le mouvement des députés avait un lien avec les élections à venir, qui mit face à face la LDK et le PDK, les deux plus grands partis du pays. Sejdiu a décidé de relever le défi en ne démissionnant pas de son poste de parti, mais en démissionnant de la présidence. La démission était susceptible de causer des élections anticipées

devant se tenir en février 2011. Les raisons du choix de la présidence du parti ont à voir avec la bataille en cours pour le contrôle de la LDK, une bataille que Sejdiu peut perdre en raison du raffermissement de l'opposition interne de Bujar Bukoshi. Mais afin d'assurer sa réélection à la présidence de la LDK Sejdiu s'est fixé un nouveau «pari» politique. Il a ainsi décidé que la LDK devait se retirer du gouvernement, forçant ainsi le pays à des élections anticipées à la suite du compromis trouvé par Ashton pour les négociations avec Belgrade. En conséquence, les négociations sont maintenant susceptibles d'être reportées, retardant encore le processus de reconnaissance et en prolongeant l'agonie de la population kosovare.

De manière générale, le Kosovo n'a malheureusement pas eu des politiciens aussi inspirés que le père de la nation, Ibrahim Rugova, décédé en 2006, ayant dirigé les Kosovars depuis le début de la crise yougoslave. La LDK, le parti de Rugova, a perdu sa prédominance politique au bénéfice du PDK, un rejeton de l'Armée de libération du Kosovo. Le PDK et son leader Hashim Thaci jouissent de la confiance de la communauté internationale, mais n'ont jamais donné de bons résultats soit pour inspirer les Albanais du Kosovo soit pour rassurer les Serbes du Kosovo. En outre, des responsables gouvernementaux du PDK sont les principales cibles des enquêtes de corruption de l' EULEX, prouvant que les liens entre politique et affaires illégitimes restent intacts. Les chances électorales et un attrait politique de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), un autre rejeton de l'Armée de libération du Kosovo, sont affaiblis par les troubles auxquelles fait face le chef du parti Ramush Haradinaj, à La Haye. Les petits partis qui dans le passé ont avancé des plateformes politiques plus libérales n'ont jamais réussi à devenir assez populaires pour assurer leur survie électorale. Il y a enfin, *Vetevendosje* (Auto-détermination), le seul nouveau venu potentiellement influent sur la scène politique. L'ancien mouvement de jeunesse nationaliste anti-systémique, dirigé par Albin Kurti joue avec les craintes ethniques et les angoisses de la population albanaise. En outre, *Vetevendosje* depuis sa création a orienté son message et son énergie en direction de la jeunesse du Kosovo pour s'assurer de son soutien. Cette dernière est, en pourcentage de la population totale, une des plus importantes en Europe. Dans le même temps, ce mouvement est confronté à d'énormes problèmes avec le chômage, les privations économiques, le manque de représentation politique, l'absence de perspectives, les difficultés à se déplacer vers l'Europe et avec d'autres questions.²⁹ En cas de succès de son entrée en politique, *Vetevendosje* probablement va compliquer davantage les politiques internes et les

compromis nécessaires qui doivent être atteints pour résoudre les problèmes du Kosovo.

Bosnie

La Bosnie est bien sûr l'autre point chaud dans les Balkans. Ces dernières années, ce pays troublé des Balkans revient à l'ordre du jour sur le plan international de façon vengeresse. Auparavant on croyait que la Bosnie, sous la tutelle de la communauté internationale, a été placée sur le chemin de la stabilisation sécuritaire. Cela s'est avéré être seulement une impression née de l'optimisme apporté par le régime de la sur-active Paddy Ashdown comme Haut représentant de la communauté internationale. Sous Ashdown, le Bureau du Haut Représentant (OHR) a réalisé, soit en l'imposant soit par consentement, une série de réformes, en particulier dans le sens du renforcement de l'Etat au détriment des entités étatiques ethniques. Ashdown a aussi particulièrement visé les dirigeants nationalistes locaux.³⁰ En raison de la force et la confiance que la communauté internationale a utilisées pour imposer des changements, Ashdown a été critiquée pour ses méthodes non démocratiques et pour la production d'une culture de dépendance à l'égard des politiciens locaux à la communauté internationale.³¹ Une chose est certaine: les réformes se sont avérées être d'une douteuse durabilité et la communauté internationale a prêté peu d'attention à la culture de consensus et de coopération qui devait être un élément irremplaçable allant de pair avec la conception de nouvelles institutions.³² Il a fallu moins de deux ans, la mauvaise gestion de la réforme de la police, et un successeur inactif à Ashdown pour mener le système politique bosniaque à une impasse.³³ Après l'échec de la campagne de la réforme constitutionnelle d' avril 2006, et sous l'influence négative du Parti des sociaux-démocrates indépendants (SNSD), le principal parti de la Republika Srpska, et accessoirement de Haris Silajdzic, alors membre bosniaque de la présidence de l'Etat, la situation dans le pays a commencé à se détériorer.

Au cours des cinq dernières années, l'escalade de la crise a provoqué de nombreux développements inquiétants. L'élaboration des politiques est sérieusement retardée par les élites politiques irresponsables. Certaines réformes clés sont bloquées ou menacées de renversement par les Serbes de Bosnie. L'autorité de la communauté internationale est à jamais affaiblie. La communauté internationale a perdu plusieurs batailles politiques et dans le pays semble se développer un syndrome de «fatigue de la Bosnie», qui l'empêche de poursuivre des efforts énergiques. La virulente concurrence

politique a continué et a été intensifiée rendant les compromis difficiles et empoisonnant les relations inter-ethniques déjà épineuses. Le consensus des élites sur la question des crimes de guerre prit fin lorsque Milorad Dodik a choisi ce terrain comme un domaine clé pour augmenter sa popularité chez les Serbes de Bosnie. En même temps, les Serbes ont continué à rencontrer l'hostilité des autres groupes quand ils ont essayé de soulever le cas des crimes de guerre commis contre eux. Généralement, l'héritage de la guerre et la question de savoir comment lui faire face, sont restés le principal obstacle au renforcement de la confiance.

À cette situation complexe, il faut ajouter le défi posé par les Serbes de Bosnie. L'idée de Milorad Dodik pour un référendum a été considérée comme une simple astuce politique pour attirer les électeurs. Cette idée a également été perçue comme une pression sur les élites bosniaques d'abandonner leurs appels à l'abolition de la Republika Srpska. Même si parler de referendum a constitué un stratagème cela a brisé un tabou, étant donné que depuis plusieurs années la position officielle des élites serbes de Bosnie n'était pas contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie. Bien que la question du référendum a été oubliée pendant un temps, celle-ci revint à l'ordre du jour quand le gouvernement de Republika Srpska s'est affronté avec le Haut Représentant, et surtout quand les élections se rapprochaient. Le discours séparatiste a également été renforcé après la déclaration de l'indépendance du Kosovo et, plus tard avec la décision de la CIJ.³⁴ Après l'intervention de celle-ci, M. Dodik a déclaré que "la décision de la CIJ peut nous servir de guide pour notre lutte continue sur notre statut et notre avenir".³⁵ Dans l'état actuel, les dirigeants de la Republika Srpska semblent prêts à poursuivre leur mouvement pour l'indépendance dès que le moment se présentera. La devise adoptée par SNSD dans sa campagne pré-électorale est révélatrice: «Republika Srpska à jamais et la Bosnie aussi longtemps que nous le devons».³⁶ Depuis que la communauté internationale a rejeté à l'avance une telle possibilité, le moment opportun peut être lointain. Mais ce n'est pas nécessairement de bonnes nouvelles pour la Bosnie car les leaders des Serbes de Bosnie peuvent continuer leur stratégie de créer des tensions, en exploitant les profondes divisions ethniques et en créant des blocages politiques.

Les aspects les plus forts de la crise politique actuelle en Bosnie ne sont que les plus récents et les plus visibles.³⁷ Le séparatisme de la Republika Srpska est réapparu après une période de plusieurs années au cours de laquelle la communauté internationale n'a pas réussi à soutenir efficacement le leadership précédent, relativement modéré des Serbes de Bosnie. La crise de stratégie pour

la communauté internationale résulte d'une transition bâclée vers un rôle moins interventionniste à la suite d'un changement de priorités internationales. Mais aussi bien le séparatisme de la Republika Srpska que l'incapacité de la communauté internationale à jouer un rôle plus efficace masquent les données les plus profondes et les plus durables de la crise. La Constitution de Dayton est l'un des éléments qui entravent le progrès durable en Bosnie. L'organisation complexe de l'État est tout simplement trop lourde pour un pays faible comme la Bosnie à supporter. En outre, le compromis de Dayton, en général privilégie les droits ethniques sur les droits civiques.³⁸ Pourtant, malgré ses lacunes, Dayton ne peut pas être blâmé pour tous les maux de la Bosnie. Les autres dimensions durables de la crise, qui sont souvent négligées, sont tout aussi problématiques. La concurrence féroce infra-ethnique et inter-ethnique, l'absence d'une culture de tolérance et de collaboration, l'échec des élites pour parvenir à un consensus, l'appel électoraliste des politiciens populistes, la structure du système politique, sont des facteurs clés qui composent la complexité et la durabilité de la crise bosniaque.³⁹ Avant tout les caractéristiques des problèmes politiques sont fondées sur certains aspects inquiétants de la Bosnie contemporaine: les divisions sociales et ethniques, le peu de confiance inter- ethnique, la faible légitimité de l'État bosniaque, et le manque de «vision commune» des Bosniaques pour l'avenir de l'Etat. Cette fondation sociale constitue la toile de fond de tous les échecs politiques du pays.⁴⁰

L'outil qui a été à plusieurs reprises essayé pour résoudre les problèmes de la Bosnie résulte des réformes constitutionnelles étendues.⁴¹ Dès le départ, le fort désir de réforme en profondeur du produit constitutionnel de l'«impopulaire» Dayton illustre ce que les analystes nationaux et internationaux et les décideurs considèrent comme le cœur du problème. Comme il a été à juste titre mis en évidence par un expert de Bosnie, dans le discours public «le mot clé `Dayton` est évocateur de tout ce qui ne semble pas être bien en Bosnie-Herzégovine: les institutions complexes, le chômage élevé, la dépendance de l'aide et de l'intervention extérieures, et la prédominance de la politique ethnique».⁴² Ceci révèle également dans quelle mesure les débats sur la Bosnie ont été dominés par la logique de solutions institutionnelles et des garanties pour les problèmes du pays.⁴³ Trois vagues de réformes majeures ont eu lieu au cours des cinq dernières années. Deux d'entre elles étaient dirigées par la communauté internationale - le soi-disant package d'avril 2006 et le processus de Butmir - et un par les élites locales, connu sous le nom 'processus de Prud'. Le paquet d'avril 2006 est le plus connu de ces projets et a été celui qui a été le mieux

organisé et a été réalisé de la façon la plus proche. Ce paquet a été le produit de la diplomatie active américaine qui a réussi à obtenir le consensus de presque tous les principaux acteurs en Bosnie, y compris les Serbes.⁴⁴ Au Parlement, il a échoué par deux voix seulement, en raison de l'opposition du Parti de Haris Silajdzic pour la Bosnie-Herzégovine (SBiH) et d'un groupe hétéroclite de députés dissidents.

Après l'échec du paquet d'avril 2006, la situation dans le pays a commencé à se détériorer. Les attentes accrues ont été frustrées créant une atmosphère politique et sociale négative. La plupart des partis ont tenté de capitaliser la réforme constitutionnelle sur leurs positions ou tenté d'investir sur la montée des tensions et des discours nationalistes. L'élément clé parmi ces tentatives a été la construction d'un solide profil de défenseur des intérêts serbes par Milorad Dodik et son parti. L'affirmation de soi des Serbes de Bosnie a été mal gérée par la communauté internationale, qui a vu ses représentants perdre une série de batailles politiques contre Banja Luka. Un cercle vicieux de blocage de la réforme, des jeux politiques et un discours nationaliste en sont résultés. Tous les partis et groupes ont contribué à ce processus négatif, mais il est juste de dire que Dodik et le SNSD y ont joué un rôle déterminant.

Le processus de Prud était une tentative vers la coordination des principaux partis des trois groupes de Bosnie. Celui-ci survient dans une période défavorable après la détérioration de la situation et a également rencontré l'opposition des Bosniaques qui, à ce moment-là sont venus à considérer Dodik comme un extrémiste avec un programme fortement nationaliste. Il était difficile pour le leader Bosniaque Sulejman Tihić de convaincre les Bosniaques d'accepter des compromis nécessaires. Celui-ci était après tout une figure politique relativement faible et son image a en outre été ternie à la suite de ses tentatives de construire un consensus avec Dodik. Le processus de Prud s'est rapidement avéré vain après avoir rencontré une forte résistance de la part de forces politiques qui ont été exclues du processus et de la société civile. Cette tentative, qui a échoué, a en outre contribué au sentiment de désillusion et de crise politique, sapant la coordination anémique de l'élite ainsi que la délicate et affaiblie confiance inter-ethnique. Dans un contexte aussi difficile, survient le processus de Butmir. Il s'agit d'un effort international, de toute évidence pas bien préparé ramenant les tentatives énergiques vers le bas pour faire des compromis. Ce processus apparaît également comme un produit de la pression pour une réponse internationale à la crise et un reflet de l'équilibre délicat au sein de la communauté internationale. Avec ces limites, et avec les prochaines élections fixées pour

octobre 2010, une date très proche, l'échec se produit comme une conséquence logique.

Les élections d'octobre 2010 ont fourni des résultats intéressants. Les Bosniaques ont élu Bakir Izetbegović du SDA, le fils d'Alija, en tant que membre bosniaque de la présidence. En cela, ils ont puni Haris Silajdžić dont la politique irresponsable a eu comme résultat l'effondrement du paquet d'avril 2006 et dont le discours nationaliste négligeant a bien joué dans les mains du séparatisme des Serbes de Bosnie. Le parti de Silajdzic SbiH a également subi un grave revers et il est fort probable que, pour la première fois depuis de nombreuses années cette formation ne sera pas au gouvernement. Le SDA de Tihic a réussi à réaliser une bonne performance mais a perdu la primauté au profit du Parti social-démocrate (SDP). Celui-ci a mené une campagne réussie faisant appel principalement aux Bosniaques, et accessoirement aux Serbes et Croates pro-Bosnie. Ces derniers ont souligné le problème de la faiblesse de l'État en Bosnie -une plainte standard pour les Bosniaques- tout en essayant de renouer avec leurs racines de l'ère socialiste. En plus de devenir le parti le plus fort, le SDP a aussi réussi à faire réélire Željko Komšić comme le membre croate de la présidence. Komšić a été élu principalement par les Bosniaques; il est effectivement le politicien le plus populaire dans le pays. Mais son élection a été détestée par la plupart des Croates qui ont vu pour la deuxième fois les candidats de leurs propres partis mis en minorité par les Bosniaques dans la course à la désignation du membre croate de la présidence. Une performance très réussie a été celle du parti du magnat des médias bosniaques Fahrudin Radončić. Son *Parti pour un avenir meilleur* (CFF) est devenu une force politique considérable quelques mois après sa formation.

Parmi les Croates, la force politique traditionnelle *Communauté Démocratique Croate* (HDZ) l'a emporté sur ses dissidents HDZ 1990. L'HDZ est le parti croate en mesure de former le gouvernement au niveau de l'entité étatique croate et devrait coopérer avec les principaux partis serbes et bosniaques. Mais la réélection de Željko Komšić et la puissance démographique et politique sans cesse affaiblie des Croates vont probablement les pousser à demander une troisième entité croate. Les choses sont clairement définies dans la Republika Srpska. Milorad Dodik et son SNSD ont remporté une grande victoire et vont former un gouvernement avec des alliés mineurs. La seule question ouverte est l'élection du membre serbe de la présidence bosniaque, car la marge entre Nebojša Radmanovic du SNSD et Mladen Ivanić de l'opposition est trop étroite et ne sera finalisée qu'après une vérification de milliers de bulletins nuls.

Bien que n'étant pas désastreux, les résultats des élections sont une recette pour la poursuite de l'impasse politique, de la politique de la peur et de la concurrence ethnique. La crise politique en Bosnie est susceptible de continuer. Dans ce contexte, la question qui vient à l'esprit de tout le monde est de savoir si cette situation tendue peut conduire à des conflits. Les analystes depuis plusieurs années ont été habitués à considérer la Bosnie comme un État faible, mais avec un potentiel peu important de violence. L'expérience traumatisante de la guerre civile de 1992-95 et la forte présence de la communauté internationale ont été considérées comme une sorte de dissuasion des radicaux. En outre, il y avait des progrès sur des questions sensibles, telles que la reconstruction du patrimoine religieux détruit, la restitution des biens, et le retour des réfugiés. En dépit de quelques escarmouches, notamment en Republika Srpska, il n'y pas eu de violence ou des actes de vengeance à mentionner. Heureusement, cette tendance s'est poursuivie la plupart du temps malgré quelques incidents isolés, comme le décès d'un jeune homme dans de violents affrontements entre supporters de football et la police dans la ville de Siroki Brijeg et la mort d'un policier lors d'une attaque terroriste islamiste dans la ville de Bugojno.⁴⁵ La communauté internationale estime que les évaluations de sécurité ne comportent pas de possibilités de menaces graves.

Mais les choses ne sont plus aussi tranquilles que dans le passé. Un groupe de réflexion international a été le premier à discuter de la possibilité d'un retour à la violence.⁴⁶ Des moniteurs réguliers des risques de sécurité n'ont pas identifié une augmentation marquée du potentiel de violence.⁴⁷ Mais la violence, même si elle n'est pas très probable, n'est plus inconcevable en Bosnie. Ce qui semble avoir changé, c'est l'ambiance dans le pays. L'échec du consensus au niveau des élites, l'hostilité inter-ethnique dans le discours public, le discours agressif de séparatisme de la Republika Srpska, et l'influence croissante des musulmans radicaux et des conservateurs ne sont que quelques-uns des éléments qui alarment la population. A Sarajevo et dans d'autres villes de Bosnie, les Bosniaques ordinaires parlent ouvertement d'un retour à la violence si la Republika Srpska déclare son indépendance. Inutile de dire, que les premiers à «sentir la chaleur» sont les membres rapatriés des minorités et ceux restés sur place. Surtout chez les rapatriés un véritable sentiment de sécurité dans l'après-guerre en Bosnie ne s'est jamais consolidé. Mais pour la première fois depuis des années, les questions de sécurité sont devenues le sujet de discussion pour les Bosniaques ordinaires à la maison, au travail et entre amis.

Les Bosniaques ordinaires n'ont pas seulement peur de la violence inter-ethnique, mais sont également concernés par le niveau croissant de la criminalité chez les jeunes marginalisés et désenchantés. Dans les villes de Bosnie, même parmi les endroits les plus sûrs d'Europe, la violence est de plus en plus fréquente.⁴⁸ L'assassinat à Sarajevo d'un adolescent par de jeunes délinquants a provoqué des ondes de choc chez les habitants ordinaires de cette ville et a mobilisé la société civile.⁴⁹ Dans le même temps, les réseaux criminels qui ont été créés et consolidés au cours de la guerre continuent à fonctionner sans obstacle. Les liens entre les élites politiques et le crime organisé sont toujours en place. Les Bosniaques semblent habitués à cette réalité et des récits sur ce phénomène dans les médias ne semblent pas affecter le statu quo.⁵⁰ Les perspectives des jeunes Bosniaques pour une meilleure vie s'effondrent victimes d'un cercle vicieux de misère économique, d'échecs politiques, de faiblesse des institutions étatiques et de la concurrence inter-ethnique. Pour beaucoup, l'attraction de la pègre est irrésistible parce qu'elle est fondée sur la rationalité et sur des raisons pragmatiques.

Les prochains mois seront cruciaux pour l'avenir de la Bosnie. Les gouvernements qui seront formés auront une grande responsabilité pour trouver des façons de collaborer, d'établir un consensus et de travailler à bâtir la confiance inter-ethnique. La communauté internationale devra renforcer son engagement politique et des garanties de sécurité en Bosnie. Elle devra également trouver des moyens créatifs pour aider et conseiller les élites nationales à trouver des solutions aux problèmes du pays, sans revenir aux contraintes insoutenables du Haut Représentant.

Nouveaux points chauds dans les Balkans?

Un certain nombre d'autres régions des Balkans peuvent devenir de nouveaux points chauds. Dans la vallée de Presevo, une région voisine du Kosovo en Serbie du Sud, la situation reste fragile. Typiquement la vallée de Presevo est considérée comme comprenant trois municipalités, deux à majorité albanaise et une à majorité serbe ainsi qu'une minorité albanaise. Il y a une décennie la région a connu la violente mini-insurrection de l'armée albanaise de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac (UCPMB), qui a pris fin avec l'accord de Koncul.⁵¹ La population albanaise locale est divisée politiquement entre des forces plus modérées dirigées par le très respecté politicien local Riza Halimi et des forces plus radicales, dont certaines proviennent des insurgés du UCPMB, commandées par les poids lourds locaux, Ragmi Mustafa et Jonuz Musliu. Ces dernières années, des tentatives ont été faites par l'Etat serbe pour

désamorcer les tensions dans la région, améliorer les relations inter-ethniques et intégrer les Albanais dans les institutions serbes. Riza Halimi a tenté avec un certain succès d'exprimer politiquement cet effort de réconciliation et d'intégration. Les démarches de l'Etat ont été prudentes et plusieurs des griefs de la population locale, dans des domaines tels que l'éducation, la culture, l'emploi et l'accès aux institutions publiques, n'ont pas été vraiment abordés. Pourtant, les forces modérées semblent être plus puissantes que les radicaux, mais ne sont pas incontestées. Lors des récentes élections pour les conseils des minorités le taux de participation était légèrement supérieur à cinquante pour cent. Seuls deux d'abord, puis l'un des huit partis albanais locaux ont participé aux élections et au processus de la formation du conseil des minorités; toutes les forces radicales ont boycotté le processus.

Le Parti de Riza Halimi, l'Action Démocratique (PVD) a obtenu 81,27% des voix. Actuellement, Halimi fait appel à la majorité des Albanais de la vallée, mais un pourcentage considérable de la population globale albanaise n'est pas particulièrement attiré par les voix plus modérées.⁵²

Il faut également garder à l'esprit que la vallée de Preševo est fortement associée au Kosovo. Les Albanais des deux côtés, et leurs représentants politiques, n'ont jamais caché leur ambition d'unifier un jour les deux régions. Pour le moment cependant, les élites politiques du Kosovo ne veulent pas créer de problèmes dans Preševo étant donné que leur propre Etat est tout sauf sécuritaire et Pristina ne contrôle toujours pas de grandes parties du territoire de Kosovo. Mais on ne peut pas exclure un scénario à l'avenir d'une tentative d'unification du Kosovo avec la vallée de Preševo. La probabilité d'un tel scénario pessimiste va augmenter si la perspective de l'intégration européenne et euro-atlantique devient lointaine et si le problème des Serbes du Kosovo ne trouve pas de solution pacifique. Dans ce contexte, les analystes ont depuis quelques années déjà joué avec l'idée d'un éventuel échange de territoires entre la Serbie et le Kosovo. La communauté internationale a toujours fermement réfuté la possibilité d'une telle solution. Mais tant que l'impasse demeure, et la pression européenne s'affaiblit, certains analystes influents ont commencé à donner à ce scénario plus de considération.⁵³

Sandžak peut aussi devenir le point le plus chaud des Balkans. La région frontalière de la Serbie et du Monténégro, habitée principalement par des Bosniaques, a été longtemps considérée comme une zone où potentiellement le feu des guerres yougoslaves pourrait se propager. Dans les turbulentes années 1990, la supériorité militaire de l'Etat serbe a effectivement empêché la poursuite active des rêves séparatistes. Ceux-ci étaient présents parmi les

représentants politiques des Bosniaques, principalement dans la branche de Sandžak du Parti nationaliste d'Action Démocratique (SDA). La page a été tournée après la chute de Milošević. Les Bosniaques aussi bien que l'Etat serbe ont réussi à surmonter certaines de leurs différences et à construire un niveau de confiance. Des opérations de compromis entre les deux parties ont effectivement réussi à intégrer les Bosniaques à la politique serbe. Les partis prédominants de Bosniaques, SDA de Sulejman Ugljanin et le Parti démocratique de Rasim Ljajic de Sandjak (SDP) ont créé des relations de coopération avec les partis politiques traditionnels. Pendant un certain temps il a semblé que les différends politiques et parfois des actes de violence à Sandžak constituaient un phénomène impliquant uniquement la concurrence intra-bosniaque, principalement entre partisans des deux partis ou entre groupes musulmans radicaux et traditionnels. En d'autres termes, la concurrence ne saurait impliquer l'État serbe et ses agents. Le point culminant de cette intégration des Bosniaques dans l'Etat serbe a été la participation des deux partis au sein du gouvernement Cvetković, avec Rasim Ljajic, devenu ministre des droits de l'homme et des minorités et Sulejman Ugljanin siégeant en tant que ministre sans portefeuille. La participation des deux ministres bosniaques dans le gouvernement serbe aurait pu marquer la réconciliation historique des Serbes et des Bosniaques.

Mais les choses n'ont pas évolué ainsi. Le jeu-changeur a été la montée de la présence politique de Muamer Zukorlic, le mufti de Novi Pazar et chef de la branche serbe de la Communauté islamique, l'institution officielle de l'Islam avec son siège à Sarajevo. L'ascension fulgurante de Zukorlic vers les sommets a été dans une large mesure le résultat de la concurrence entre les institutions de la foi islamique dans le pays, à savoir le courant, lié à la Bosnie, la Communauté islamique en Serbie, et son adversaire, la Communauté islamique de Serbie avec son siège à Belgrade. Ce dernier a tenté d'étendre son influence et surtout de couper les liens avec les Bosniaques de Bosnie et de ses institutions religieuses. Une bataille a été menée entre les deux institutions qui va jusqu'aux questions de l'identité de la foi, aux questions d'organisation et surtout aux intérêts matériels, puisque les deux groupes tentent de revendiquer le contrôle de biens immobiliers. La bataille est également conduite dans le contexte de l'influence croissante des cercles islamistes radicaux. Ces derniers, comme en Bosnie, font ces dernières années des percées dans des segments plus larges de la population bosniaque, menaçant potentiellement les racines séculaires et le caractère modéré de cette société. En outre, comme en Bosnie, l'attitude ambivalente des institutions officielles islamiques à l'égard de ces

groupes crée en puissance les conditions pour une croissance de leur influence.

Un important développement récent dans la politique de Sandjak a eu lieu lors des élections pour les conseils des minorités en Serbie, en juin 2010. La formation politique de Zukorlic, la Communauté Culturelle Bosniaque a obtenu une victoire en obtenant 17 des 35 sièges au sein du Conseil de la minorité bosniaque. Zukorlic a réussi à capitaliser le mécontentement croissant de la population du Sandjak. Les Bosniaques de Serbie voient peu d'amélioration dans leurs conditions de vie ces dernières années en dépit du fait que leurs représentants participent au gouvernement de Belgrade. La conjoncture économique peut même être considérée comme en train de se détériorer en comparaison avec la décennie turbulente précédente.⁵⁴ Les Bosniaques ordinaires ont également été perturbés par les divisions au sein de leur communauté et ont été attirés par le message patriotique radical de Zukorlic. L'Etat serbe a également contribué à la frustration du Sandžak par une mauvaise gestion de plusieurs affaires impliquant la communauté bosniaque et en essayant de saper l'autorité de Zukorlic.

Au lendemain des élections, le SDA et le SDP ont déclaré leur refus de coopérer avec Zukorlic. Mais celui-ci a réussi à attirer des transfuges des autres partis et il était prêt à former la majorité au sein du Conseil de la minorité, quand le gouvernement serbe est intervenu pour empêcher Zukorlic de prendre son contrôle. Ce fut un geste maladroit qui a contribué au mécontentement des Bosniaques. Avec les élections pour le Conseil de la minorité bosniaque et l'escalade qui a suivi, nous sommes entrés dans une nouvelle période très sensible, qui, si elle est mal gérée, peut conduire à de sérieuses difficultés. Quelques jours seulement après l'élection du Conseil de la minorité, la confrontation entre les partisans du Zukorlic et les autorités locales (contrôlées par les partis bosniaques) a provoqué l'intervention de la police. Le mufti de Novi Pazar semble être en lice pour provoquer un tollé bosniaque et attirer l'attention internationale. Cette personnalité a fait appel à la présence des observateurs européens au Sandžak, un appel qui a été rejeté par la communauté internationale.⁵⁵ De façon controversée, ce mufti a déclaré que l'objectif des Bosniaques en Serbie est d'acquérir leur autonomie.⁵⁶

Fait important, le mufti de Novi Pazar bénéficie du plein appui de Reis Mustafa Cerić, le chef de la Communauté islamique en Bosnie. Cerić est l'une des personnes les plus influentes en Bosnie et, selon certains, le Bosniaque le plus important. De manière également contestée Cerić a parlé pour la première fois des Bosniaques comme constituant une «nation constitutive» en Serbie. Il

reste à savoir où mènent la ou les stratégies de Zukorlic et Ceric. Et si celles-ci fonctionnent pleinement à l'unisson, ou si elles se bornent tout simplement à augmenter le rôle et l'influence politique des Bosniaques en Bosnie, ou si encore elles considèrent Sandžak comme un nouveau front potentiel qui peut contrebalancer le séparatisme croissant de Banja Luka. Une chose est sûre: Sandžak exige plus d'attention, de la diplomatie et des compromis afin de ne pas devenir une nouvelle poudrière dans les Balkans.

L'espace limité de cette introduction ne nous permet pas d'analyser un certain nombre d'autres points chauds potentiels. L'ex-République yougoslave de Macédoine est l'un de ces points. En dépit des espoirs d'une résolution du litige de longue date avec la Grèce, relatif au nom du pays, le gouvernement de Nikola Gruevski semble poursuivre une attitude intransigeante, qui rend difficile un accord. Le gouvernement grec, pour sa part, est également très prudent, car il sait que s'il parvient à un accord dans une période de grave crise financière il sera très certainement sévèrement critiqué par l'opposition. Mais les pressions internes au sein de l'ARYM ne sont pas non plus mineures. Les relations entre le gouvernement de Skopje et les représentants politiques de la population albanaise sont dans une situation désespérée. Malgré le fait que les Albanais continuent de participer au gouvernement Gruevski, leur présence semble tenir à un fil. Des divisions graves au sujet des priorités internationales, l'importance du différend avec la Grèce, et les droits de la communauté albanaise demeurent dans l'impasse. Dans la société elle-même, les divisions ethniques, qui n'ont jamais été vraiment mineures, se creusent. La majorité slave et la communauté albanaise ont des divergences extrêmes sur une série de questions d'intérêt majeur pour l'avenir de l'Etat. Il s'agit notamment de l'Union européenne et de la perspective euro-atlantique du pays: pour les Albanais cette perspective est la priorité absolue au-dessus de toutes les questions, tandis que pour la majorité slave cette perspective ne peut pas être plus importante que la question nationale et le problème de l'identité macédonienne et de la culture.⁵⁷ Avant tout, la préoccupation du gouvernement de Skopje sur les questions d'identité a d'importants effets secondaires négatifs. Par exemple, le programme gouvernemental pour imposer l'histoire et la culture de la majorité sur le paysage urbain, sape l'équilibre délicat des relations inter-ethniques.⁵⁸

Ce numéro spécial *d'Etudes helléniques/Hellenic Studies* vise à contribuer aux débats académiques et politiques sur les problèmes et les défis auxquels se heurte la région de Balkans occidentaux. Les diverses contributions de ce numéro spécial vont des questions de politique étrangère et des objectifs

stratégiques des grandes puissances dans la région, aux questions de la démocratisation, du parlementarisme, de la réforme constitutionnelle en Bosnie, de l'intégration des transports et des infrastructures, et enfin du régionalisme ainsi que de la coopération régionale.

L'article de Janusz Bugajski offre un aperçu du contexte international des débats sur l'Europe du Sud-Est. L'analyse de Bugajski s'attache à l'état des relations transatlantiques depuis que le président américain Barack Obama est arrivé au pouvoir. Avec celui-ci des attentes ont surgi pour une nouvelle ère dans les relations américano-européennes. Bugajski fait valoir que ces espoirs et ces attentes ont été rapidement frustrés. Les deux parties continuent d'avoir des opinions divergentes sur une série de questions mondiales, tandis qu'elles n'ont pas répondu les premières aux attentes des secondes en ce qui concerne des ajustements de politique considérées comme nécessaires par les deux parties. Les affaires sur lesquelles les deux parties ne parviennent pas à un consensus et à se coordonner entièrement, vont de l'engagement de l'Europe dans la guerre en Afghanistan, aux capacités de «pouvoir dur» de l'Europe et de son aptitude à répondre efficacement aux problèmes mondiaux, à l'élargissement de l'OTAN et au rôle futur de cette organisation, ainsi qu'aux relations avec la Russie. Dans le même contexte des considérations globales de la diplomatie américaine, Bugajski considère aussi le cas des Balkans occidentaux. La région ne figure pas au centre de l'attention de l'administration américaine et ses problèmes sont considérés comme étant essentiellement de la responsabilité européenne, les Etats-Unis jouant un rôle de soutien. Pourtant, il y a des voix qui mettent en garde contre les dangers de ne pas prêter l'attention voulue aux problèmes des Balkans et une certaine activité diplomatique de haut niveau a entrepris des correctifs en réponse à ces menaces potentielles. La responsabilité principale, cependant, relève des Européens et la diplomatie américaine soutient l'intégration de tous les Etats des Balkans occidentaux dans l'UE. Enfin, Bugajski pose la question de savoir si un émissaire américain devrait être envoyé dans les Balkans. L'auteur de l'article estime qu'il est peu probable qu'un émissaire soit nommé et pose d'autres questions sur la nécessité et la pertinence d'une telle initiative diplomatique dans le contexte des problèmes des Balkans d'aujourd'hui.

Ilija Roubanis et Marilena Koppa fournissent un autre aperçu du contexte plus large de l'environnement politique des Balkans. Cette fois, cependant, l'accent est mis sur deux acteurs développant des rôles autonomes dans la région: la Russie et la Turquie. Ces rôles sont analysés par Roubanis et Koppa dans le contexte de la stratégie de l'Occident et de sa vision pour la région mais

aussi par rapport à la fatigue de l'élargissement croissant de l'UE. Les auteurs retracent les origines et l'évolution de cette vision avant d'expliquer l'évolution historique récente qui a créé la toile de fond pour des rôles autonomes de la Russie et la Turquie. Ils passent également brièvement en revue les politiques que les deux pays poursuivent en particulier dans les Balkans. Roubanis et Koppa font valoir que, tandis que pour l'instant les visions russe, turque et celle de l'Occident ne sont pas mutuellement exclusives pour la région, les rôles autonomes de la Russie et de la Turquie ont un potentiel pour devenir une alternative autonome aux plans de l'Occident. Dans un tel cas, les pays des Balkans auront le choix des paradigmes diplomatiques autres que la norme euro-atlantique, celle offerte par la diplomatie américaine et européenne.

Ce numéro spécial passe ensuite à l'examen des thèmes particuliers qui concernent les Balkans occidentaux. Fotini Bellou met l'accent sur l'impasse politique bosniaque. Son article fournit un aperçu utile de l'évolution qui a conduit à l'impasse actuelle. Bellou décrit les principales caractéristiques du cadre institutionnel des accords de Dayton ainsi que les dilemmes qui ont entouré sa formulation originale. Elle présente ensuite les réformes qui ont été mises en œuvre par la communauté internationale ou sous son influence. Elle passe brièvement en revue les deux tentatives infructueuses de réforme constitutionnelle proposées après la réforme constitutionnelle majeure d'avril 2006 et qui a aussi échoué. Pour mieux illustrer les éléments de l'impasse, Bellou présente les positions divergentes des trois peuples constitutifs de Bosnie sur ces questions ainsi que les points de vue divergents des principaux acteurs internationaux. L'image complexe ci-dessus présentée de la structure politique de la Bosnie et de ses acteurs politiques a conduit Bellou à son argument principal. Malgré une forte incitation sous la forme de l'adhésion à l'UE et l'existence des mécanismes nécessaires à celle-ci, les principales caractéristiques sont encore absentes: une vision commune pour l'avenir du pays, des perspectives européennes et une cohésion dans l'action pour la poursuite de l'adhésion à l'UE de la part des élites de Bosnie.

Dia Anagnostou et Dina Karydi mettent l'accent sur la qualité de la démocratie en Europe du Sud-Est, et plus spécifiquement sur la question de la transparence et l'obligation de rendre de comptes au Parlement. Leur article est basé sur une comparaison entre la Grèce et les pays post-communistes d'Europe du Sud-Est. Le point de départ des deux auteurs est la crise grave de légitimité évidente des Parlements dans la région, qui enregistrent de faibles niveaux de confiance et la perte de la confiance du public. Les deux auteurs analysent le degré d'ouverture et de transparence tant au niveau des

dispositions juridiques qu'au niveau de leur mise en œuvre effective. Anagnostou et Karydi constatent que les pays de la région disposent de dispositions légales et constitutionnelles robustes. Ces dispositions comprennent tous les outils nécessaires pour assurer la responsabilisation et le contrôle des parlementaires. En fait, il est intéressant de noter que les États post-communistes de la région, ont une meilleure panoplie de dispositions juridiques que la Grèce, sans doute en raison des influences externes sur leur processus de transition. Cependant, ce n'est qu'une partie de l'histoire. Malgré la présence de ces dispositions juridiques l'image réelle de la responsabilité et de la transparence reste problématique. Anagnostou et Karydi soutiennent que cela est dû à une mise en œuvre délicate des dispositions légales, à la forte influence des éléments partisans sur le processus parlementaire, et à la plus que puissante influence de l'exécutif sur le législatif. En outre, le processus d'eupéanisation semble avoir pour effet d'accorder plus de pouvoirs à l'exécutif qu'au Parlement. Dans l'ensemble, Anagnostou et Karydi soutiennent, que ces facteurs contribuent à l'élargissement du fossé entre les lois et leur application ainsi qu'à l'affaiblissement de la légitimité des Parlements nationaux dans l'Europe du Sud-Est.

L'article de Gerasimos Tsourapas traite les questions de la coopération régionale. Tsourapas utilise une seule étude de cas, celle de l'intégration des transports dans les Balkans occidentaux, pour discuter de l'interaction complexe entre les autorités locales et les acteurs étatiques et internationaux dans leurs efforts pour promouvoir la coopération régionale. En plaçant l'intégration des transports dans son contexte historique approprié, l'étude de cas de Tsourapas souligne le caractère incomplet du processus global de transition des pays des Balkans occidentaux. Malgré les retombées potentielles importantes d'intégration des transports, économiques ou autres, Tsourapas suggère que les pays préfèrent perpétuer une variété de distorsions du marché que de procéder à la résolution des obstacles à la coopération régionale, qui sont d'ordre historique, politique ou social. Plus important encore, Tsourapas critique également le rôle des acteurs internationaux. Ces derniers incapables de coordonner leurs nombreux, souvent contradictoires, projets régionaux et objectifs globaux. Ils maintiennent également un réseau complexe d'accords bilatéraux et multilatéraux qui entravent-au lieu de les promouvoir- les efforts vers le régionalisme. Pour Tsourapas, la nature de délabrement des réseaux de transport, après les guerres de Yougoslavie a mis en lumière d'importantes possibilités pour la reconstruction et le développement ultérieur d'un réseau de transport intégré. Dix ans plus tard, l'improbabilité d'établir un tel réseau offre

un aperçu précieux des épreuves et des tribulations de la promotion du régionalisme dans les Balkans occidentaux.

Enfin, Dimitar Bechev met l'accent sur le régionalisme dans le Sud-Est de l'Europe. Dans un effort visant à fournir un compte rendu exact des origines, du développement et de l'avenir de la coopération régionale, Bechev analyse comment le régionalisme a touché des secteurs vitaux: l'énergie, le commerce, la justice et les affaires intérieures. Le choix de Bechev de se concentrer sur des domaines assez différents lui permet de mieux rendre compte de l'omniprésence apparente du régionalisme à travers la péninsule. Des développements dans les domaines clés ci-haut mentionnés sont analysés à travers le prisme de trois facteurs primordiaux qui, selon Bechev, affectent la coopération régionale: le degré d'interdépendance entre les pays eux-mêmes, l'impact des acteurs extérieurs, et la formation d'une identité régionale. Bechev fait valoir qu'une coopération régionale plus forte apparaît dans des domaines qui sont directement fonction du cadre d'action à l'intérieur de l'UE. Par conséquent, c'est l'Union européenne comme une puissance normative, plutôt que ses Etats membres individuels ou d'autres acteurs internationaux, qui constitue le facteur le plus important dans la promotion de la coopération régionale. Les acteurs locaux, jouent donc un rôle secondaire, quoique important, dans le processus de coopération régionale. Pour Bechev, le régionalisme à travers l'Europe du Sud-Est constitue un phénomène complexe, qui pourrait ne pas être une panacée pour les problèmes de la région, mais une pièce du puzzle qui mérite sans doute une analyse plus poussée.

NOTES

1. L'auteur voudrait remercier Gerasimos Tsourapas, George Mesthos et Bledar Feta pour leurs commentaires et leurs suggestions.
2. Voice of America, "Serbia marks 10th anniversary of Milošević ouster", 5 October 2010, available at: <http://www.voanews.com/english/news/europe/Serbia-Marks-10th-Anniversary-of-Milošević-Ouster-104347024.html> [accessed in October 2010].
3. La région des Balkans occidentaux comprend l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, le Kosovo, l'ancienne République yougoslave de la Macédoine, Montenegro et la Serbie, tous des pays post-communistes de la région qui n'ont pas encore rejoint l'Union Européenne.

4. Pour les problèmes politiques de l'Albanie voir: Bledar Feta "The vicious circle of the Albanian political crisis", Hellenic Centre for European Studies, 25 April 2010, disponible à: http://www.ekemprogram.org/csis/index.php?option=com_content&view=article&id=87:the-vicious-circle-of-the-albanian-political-crisis-&catid=3:articles&Itemid=69 [accessed in October 2010].
5. Sur l'élargissement de l'Union Européenne et des Balkans de l'Ouest, voir le site de la Commission Européenne sur: http://ec.europa.eu/enlargement/index_en.htm [accessed in October 2010].
6. Voir le texte et plus de détails sur: http://ec.europa.eu/enlargement/enlargement_process/accession_process/how_does_a_country_join_the_eu/sap/thessaloniki_agenda_en.htm [accessed in October 2010].: <http://www.esiweb.org/> [accessed in October 2010].
7. US-Greece Task Force: Transforming the Balkans, "Confronting unconventional threats in Southeast Europe", Policy Report 2, Center for Strategic and International Studies & Hellenic Centre for European Studies, April 2010.
8. *Ibid.* p. 2.
9. *Ibid.* Pour une analyse des problèmes étudiés des différentes régions ainsi que, pour les développements positifs, les succès et les recommandations à destination des décideurs occidentaux.
10. Voir par exemple, *The Economist*, "Hate in Belgrade", 10 October 2010, disponible sur: http://www.economist.com/blogs/easternapproaches/2010/10/belgrades_gay_pride_riots [accessed in October 2010]; BBC, "Clashes at Bosnia's gay festival", 25 September 2008, available at: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/7635197.stm> [accessed in October 2010]; Radio Sarajevo "Homofobija i rodni stereotipi u srednoškolskim udžbenicima", 21 October 2010, available at: <http://www.radiosarajevo.ba/content/view/35794/32/> [accessed in October 2010]
11. Pour une révision des problèmes de sécurité humaine dans les Balkans occidentaux aussi bien que pour les recommandations aux décideurs occidentaux voir le rapport *The US-Greece Task Force: Transforming the Balkans "Assessing human security in the Western Balkans"*, qui sera publié en novembre 2010.
12. Voir par exemple, Jens Bastian, "Falling behind again? Southeast Europe and the global crisis", *ELIAMEP Thesis* No. 2, March 2009.
13. Voir par exemple, Apostolos Fotiades, "Greek crisis impacts the Balkans", *IPS*, 20 March 2010, available at: <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=50734> [accessed in October 2010].
14. Pour plus de détails voir Othon Anastasakis, "The EU's political conditionality in the Western Balkans: towards a more pragmatic approach", *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol. 8, No. 4, 2008; Frank Schimmelfennig,

- “EU political accession conditionality after the 2004 enlargement: consistency and effectiveness”, *Journal of European Public Policy*, Vol. 15, No. 6, 2008.
15. Pour plus d'information voir les rapports pertinents de l'Initiative de *Stabilité européenne*, disponibles sur: <http://www.esiweb.org/> [accessed in October 2010].
 16. Voir par exemple le cas de la Bosnie dans *Department for International Development*, “Assessment and analysis of EU accession risk factors for Bosnia and Herzegovina”, DFID, United Kingdom, 2009.
 17. Pour des brèves analyses de ces problèmes voir les contributions au numéro spécial sur l'OTAN et les Balkans de l'Ouest du magazine *The Bridge*, No. 12, February 2009.
 18. Pour plus d'information sur les négociations de Belgrade-Pristina voir la résolution de consensus adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, disponible sur: <http://www.un.org/News/Press/docs/2010/ga10980.doc.htm> [accessed in October 2010].
 19. L'opinion consultative de l'ICJ est disponible sur: <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/16010.pdf> [accessed in October 2010] Top of Form
 20. Pour cette édition voir Richard Caplan, “The ICJ’s advisory opinion on Kosovo”, Peace Brief No. 55, United States Institute of Peace, 2010.
 21. EurActive, “EU Remain Divided over Kosovo”, 19 February 2008, available at: <http://www.euractiv.com/en/enlargement/eu-nations-remain-divided-kosovo/article-170383> [accessed in October 2010].
 22. Oxford Analytica, “Kosovo/EU: Pressure eases on anti-independence five”, 4 January 2010.
 23. Pour des exemples de points de vue opposés sur cette question voir Janusz Bugajski, “Kosovo independence and the future of the new state”, paper presented at the conference *The return of the Balkans? Threats and challenges in the contemporary South-East Europe. Devising institutional responses for a peaceful and prosperous future*, Delphi, Greece, 12-14 September 2008, Hellenic Centre for European Studies; Laza Kekic, “From Pristina to Tskhinvali and back”, *The Bridge*, No. 11, 2009.
 24. La région elle-même est divisée sur l'indépendance du Kosovo. A l'exception de la Serbie et de la Bosnie, les Etats balkaniques les plus occidentaux ont reconnu le Kosovo, en raison de leur penchant pour l'Occident et la diplomatie du Kosovo. Les reconnaissances par le Monténégro et l'ARYM ont été d'une importance particulière pour la stabilité de la région;
Importantly, the region itself is divided over the Kosovo independence. But on the plus side for the Western and the Kosovo diplomacy, most Western Balkan

- states, with the exception of Serbia and Bosnia, have recognised Kosovo. Of particular importance for the stability of the region were the recognitions by Montenegro and FYROM.
25. Pour plus d'information voir Oxford Analytica, "Kosovo: Policy failings complicate insecure statehood", 16 July 2009; Oxford Analytica, "Kosovo: Resignation's ripples rock ship of state", 10 October 2010.
 26. Voir le travail intéressant du laboratoire d'idées local KIPRED et, plus spécialement, les rapports: "Kosovo at a crossroad: Decentralization and the creation of new municipalities", July 2009; "Decentralization in Kosovo I: Municipal elections and Serb participation", December 2009; "Decentralization in Kosovo II: Challenges of Serb majority municipalities", December 2009; "Review of decentralization: Functioning of Serb majority municipalities", July 2010, available at: <http://www.kipred.net/web/eng.php?cid=2,3> [accessed in October 2010].
 27. Euractiv, "Kosovo shuts down ethnic Serbs' mobile phones", 27 September 2010, available at: <http://www.euractiv.com/en/enlargement/kosovo-shuts-down-ethnic-serbs-mobile-phones-news-498153> [accessed in October 2010].
 28. Pour plus d'information sur les arguments de la Cour de justice voir la décision, disponible sur: [http://www.gjk-ks.org/repository/docs/judgment%20case ko 80 10. pdf](http://www.gjk-ks.org/repository/docs/judgment%20case%20ko%2080%2010.pdf) [accessed in October 2010].
 29. Pour une analyse voir Kosovar Stability Initiative, "Unleashing change: Voices of Kosovo's youth 2010", Pristina, 20 October 2010.
 30. International Crisis Group, "Bosnia's nationalist governments: Paddy Ashdown and the paradoxes of state building", Balkans Report No. 146, Sarajevo / Brussels, 22 July 2003.
 31. Gerald Knaus and Martin Felix, "Lessons from Bosnia and Herzegovina: Travails of the European Raj", *Journal of Democracy*, Vol. 14, No. 3, 2003; European Stability Initiative, "Post –industrial society and the authoritarian temptation", Policy Report, Berlin 2004; European Stability Initiative, "The worst in class: How the international protectorate hurts the European future of Bosnia and Herzegovina", Policy Report, Berlin, 8 November 2007.
 32. Department for International Development, "Assessment and analysis of EU accession risk factors for Bosnia and Herzegovina" *op.cit.*; Ioannis Armakolas, "Re-reading the Bosnian crisis", Policy Brief, Working Group on the Western Balkans: Transatlantic Cooperation on European Integration, Woodrow Wilson International Center for Scholars, October 2010.
 33. Sur la reforme de la police voir Daniel Lindvall, "The limits of the European vision in Bosnia and Herzegovina: An analysis of the police reform negotiations", *Stockholm Studies in Sociology, New Series*, No. 40, Stocholm, 2009.
 34. Oxford Analytica, "Bosnia: Kosovo sparks Serb demand for independence", 26 February 2008.

35. Cité dans Caplan, “The ICJ’s advisory opinion on Kosovo”, *op.cit.*
36. Voir par exemple, SNSD’s pre-election rallies, available at: <http://www.snsd.org/dnn/> and <http://www.youtube.com/user/predsjednikdodik> [accessed in October 2010].
37. Ioannis Armakolas, “Re-reading the Bosnian crisis”, *op.cit.*
38. Pour de bonnes analyses sur les restrictions du compromis de Dayton, voir: Foreign Policy Initiative BH (VPI BH), “Study on ‘Governance structures in Bosnia and Herzegovina’”,¹ Sarajevo; Nida Gelazis, “Rebuilding a mutinous ship at sea: Constitution building in pre-accession Bosnia and Herzegovina”, Woodrow Wilson International Center for Scholars; see also, Florian Bieber, “After Dayton, Dayton? The Evolution of an Unpopular Peace”, *Ethnopolitics*, Vol. 5, No. 1, pp. 15–31, March 2006; Department for International Development, “Assessment and analysis of EU accession risk factors for Bosnia and Herzegovina”, DFID, United Kingdom, 2009. For the opinion of the Venice Commission see Venice Commission (European Commission for Democracy through Law), “Opinion on the Constitutional Situation in Bosnia and Herzegovina and the Powers of the High Representative”, CDL-AD 004, 11 March 2005, available at: [http://www.venice.coe.int/docs/2005/CDL-AD\(2005\)004-e.pdf](http://www.venice.coe.int/docs/2005/CDL-AD(2005)004-e.pdf) [accessed in October 2010].
39. Ioannis Armakolas, “Re-reading the Bosnian crisis”, *op.cit.*
40. Sur les questions de confiance en Bosnie, voir Michael D. Ward, John O’Loughlin, Kristin M. Bakke, and Xun Cao, “Cooperation without trust in conflict-ridden societies. Survey results from Bosnia and the North Caucasus”, Paper prepared for presentation at the 2006 Annual Meetings of the American Political Science Association 31 August – 3 September 2006, Philadelphia, PA; Peter Håkansson and Fredrik Sjöholm, “Who Do You Trust? Ethnicity and Trust in Bosnia and Herzegovina”, *Europe-Asia Studies*, Vol. 59, No. 6, 2007, pp. 961-976.
41. Sur des analyses récentes du processus de la réforme constitutionnelle voir Roberto Belloni, “Bosnia: Dayton is Dead! Long Live Dayton!”, *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 15, No. 3, 2009, pp. 355-375; Florian Bieber, “Constitutional reform in Bosnia and Herzegovina”, Policy Brief, European Policy Centre, April 2010; Nida Gelazis, “Rebuilding a mutinous ship at sea: Constitution building in pre-accession Bosnia and Herzegovina”, Woodrow Wilson International Center for Scholars; Sofia Sebastian, “Seizing momentum in Bosnia”, Policy Brief, No. 54, FRIDE, September 2010.
42. Florian Bieber, “After Dayton, Dayton? The Evolution of an Unpopular Peace”, *op.cit.*, p. 16.
43. Ioannis Armakolas, “Re-reading the Bosnian crisis”, *op.cit.*
44. Pour plus d’information voir R. Bruce Hitchner, “From Dayton to Brussels: The Story Behind the Constitutional and Governmental Reform Process in Bosnia and

- Herzegovina”, *The Fletcher Forum of World Affairs*, Vol. 30, No. 1, Winter 2006.
45. Radio Sarajevo “MUP ZHŽ: Navijači Sarajeva planirali nered u Širokom Brijegu”, 4 October 2009, available at: <http://www.radiosarajevo.ba/content/view/12236/49/> [accessed in October 2010].
 46. Kurt Bassuener, James Lyon, Eric A. Witte, “Sliding toward the Precipice: Europe’s Bosnia Policy”, *Democratization Policy Council Briefing*, 7 November 2008.
 47. Comparez par exemple the UNDP’s Early Warning System reports disponibles à: Nansen Dialogue Centre Sarajevo and Saferworld, “The missing peace: The need for a long term strategy in Bosnia and Herzegovina”, August 2010.
 48. Nača Branković, “Tramvaj zvani smrt”, *Novi Reporter*, No. 258, 20 February 2008.
 49. Sarajevo-x, “Veliki protest zbog ubistva Denisa Mrnjavca”, 9 February 2008, available at: <http://www.sarajevo-x.com/bih/sarajevo/clanak/080209005> [accessed in October 2010].
 50. Voir, par exemple, de tels reportages fréquents faits par les médias de Sarajevo *Dnevni Avaz*, *Oslobođenje*, and *Dani*.
 51. Voir Beata Huzska, “The Presevo Valley of Southern Serbia alongside Kosovo”, CEPS, January 2007, disponible à: <http://aei.pitt.edu/11714/01/1428.pdf> [accessed in October 2010]
 52. Bledar Feta, “A national council without political consensus”, Unpublished Paper, Hellenic Centre for European Studies.
 53. International Crisis Group, “Kosovo and Serbia after the ICJ opinion”, Europe Report 206, 26 August 2010.
 54. Amela Bajrovic, “Sandžak Laments Vanished Prosperity of Milošević Era”, *BalkanInsight*, 5 October 2010, available at: <http://www.balkaninsight.com/en/article/sandzak-laments-vanished-prosperity-of-milosevic-era> [accessed in October 2010].
 55. B92, “BNV traži posmatrače u Sandžaku”, 6 September 2010, available at: http://www.b92.net/info/komentari.php?yyyy=2010&mm=09&dd=06&nav_id=456712 [accessed in October 2010].
 56. Faruk Vele, “Zukorlić: Nema razlike između Milošević evog i sadašnjeg režima Srbije”, *Dnevni Avaz*, 21 August 2010.
 57. Pour une analyse voir le rapport sur l’OTAN et les Balkans de l’Ouest, sous presse, préparé dans le cadre du projet *Transforming the Balkans*, Hellenic Centre for European Studies.
 58. Voir par exemple, Sinisa Jakov Marusic, “Skopje: Controversy Over Albanian Monuments Continues”, *BalkanInsight*, 6 October 2010, available at: <http://www.balkaninsight.com/en/article/albanian-monuments-to-complement-skopje-2-aa4-project> [accessed in October 2010]. The video of the project Skopje 2014 can be watched at <http://www.digitalurban.org/2010/02/skopje-2014-visualisation.html>